



Lyon le 3/11/16

Déclaration intersyndicale au Président du CTL

Monsieur le Président,

Le dialogue social à la DGFIP est vraiment en panne tant au niveau local qu'au niveau national.

Au niveau national, après une convocation dans l'urgence d'un groupe de travail informatique le 19 septembre, les documents préparatoires et l'ordre du jour n'ont été transmis que quelques jours avant la réunion. Face à cette pratique et aux non-réponses de la DG, les Organisations Syndicales ont quitté la salle. Cet avertissement n'a pas été pris en compte par l'Administration puisque le sujet de la fusion des ESI était présenté au CTR du 29 septembre. Et là aussi après le départ des OS, La DG décide d'entériner cette fusion sans avis des élus du personnel.

Avec la politique d'austérité budgétaire et le manque de moyens humains pour exercer nos missions, nos responsables sont en train de détruire petit à petit la DGFIP.

Au niveau local, malgré nos demandes réitérées de transmission des documents en même temps que la convocation dans un délai raisonnable, vous ne tenez aucun compte de nos revendications. Vous convoquez un CTL juste après un pont et une période de vacances scolaires. Plus grave vous nous transmettez les documents préparatoires 4 jours ouvrés avant la tenue de la réunion.

Ce non-respect des délais « raisonnables » ne permet pas aux élus du personnel, de consulter les agents, de demander la convocation d'experts et ainsi de préparer correctement ce CTL. Ce qui ne vous empêche pourtant pas de vouloir appliquer le règlement sur la participation des suppléants à la lettre.

Les élus du personnel à la DISI ne sont pas des permanents syndicaux, ils exercent des missions dans leurs services et ne sont donc pas disponibles au pied levé pour préparer des réunions.

Pour les élus du personnel, les CT et le dialogue social en général ne peuvent se résumer à une chambre d'enregistrement des décisions prises par l'administration.

Ces pratiques, tant au niveau national que local, sont inacceptables et nous les dénoncerons auprès des agents à chaque fois que des abus seront constatés.

Les agents avec le soutien des Organisations Syndicales ne se laisseront pas faire.

Nous appelons les agents de tout grade à participer massivement à la grève du 15 novembre.

Pour toutes ces raisons, nous refusons de participer à ce simulacre de dialogue social et après lecture de cette déclaration nous quittons cette salle.